

Canada nous préoccupe. Les experts du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux, du monde des affaires, des groupements ouvriers, les économistes et les milieux universitaires sont tous d'accord pour affirmer que les perspectives d'un chômage accru sont des plus vraisemblables et que ce chômage généralisé persistera non seulement au cours de l'hiver, mais peut-être encore tout au long de l'année 1971.

• (8.20 p.m.)

Le secrétaire parlementaire du ministre du Travail prétend que nous n'avons offert aucune proposition concrète; or, je lui signale que depuis deux ans, nous n'avons cessé de dire que le gouvernement prenait la mauvaise voie en faisant de la hausse du coût de la vie une question plus importante que l'augmentation du chômage et, qu'en fin de compte, il aurait à envisager à la fois le coût de la vie et le chômage qui ne cesseraient de monter.

En fait, nous avons eu raison, comme l'ont démontré les économistes qui, depuis beaucoup plus longtemps que nous, ont mis le gouvernement en garde contre ces deux problèmes. Selon une estimation très conservatrice d'un économiste que j'ai vu il y a environ une semaine, le taux de chômage désaisonnalisé se situerait cet hiver à plus de 7 p. 100 et se maintiendrait pour toute l'année 1971 à au moins 6 p. 100. Au cours de l'année, le nombre de chômeurs est passé de 314,000 à 419,000 en octobre 1970, soit une augmentation de 33½ p. 100. On ne rassurera pas les 419,000 chômeurs en leur disant que le nombre des personnes au travail est plus élevé que jamais auparavant. Ce ne sont pas ces paroles qui les aideront à régler leurs factures.

Au Québec, le nombre de chômeurs a passé de 135,000 en octobre 1969 à 159,000 pour le même mois cette année. L'économiste que j'ai consulté prévoit que nous aurons 789,000 chômeurs en janvier 1971 et 811,000 en février de la même année, soit 9.8 p. 100 de la main-d'œuvre ou 7.2 p. 100 après correction saisonnière. On n'est pas très loin des chiffres avancés dernièrement par le président du Congrès du travail du Canada, M. MacDonald, et dont le premier ministre (M. Trudeau) a fait des gorges chaudes dernièrement.

Que signifient ces chiffres? Depuis la rentrée d'automne, nous avons consacré la plus grande partie de notre temps à l'étude des problèmes du Québec. Tous les parlementaires sont inquiets de la violence, des attentats aux explosifs et des enlèvements qui ont affligé le Québec. A nous, de ce parti, qui avons critiqué l'action gouvernementale face aux événements du Québec, on a dit que nous ne comprenons pas le Québec, n'ayant pas parmi nous un député de cette province—ce qui est exact. Ce que nous savons pertinemment, c'est qu'un taux désaisonnalisé de chômage de 7 p. 100 correspond à un taux de chômage de 9 p. 100 au Québec.

Le Québec a toujours eu un taux de chômage de 20 à 50 p. 100 plus élevé que la moyenne du Canada et environ double de celui de l'Ontario. Le Québec, où se trouvent 25 p. 100 de la population du Canada, a toujours eu environ 40 p. 100 des chômeurs du pays. Lorsqu'on se

rend compte que quatre sur dix chômeurs au Québec ont moins de 25 ans, on comprend l'envergure du problème.

Le premier ministre a dit récemment, lors d'une interview télévisée, que l'un de ses principaux objectifs était d'amener les Québécois à choisir entre le fédéralisme et le séparatisme. Je dis—et avec beaucoup de regret—qu'étant donné le chômage qui sévit, comme je l'ai indiqué, chez les jeunes, il n'est pas surprenant que lors des dernières élections, la jeunesse du Québec ait semblé opter si massivement pour le Parti québécois. Si nous voulons faire quelque chose pour sauvegarder le fédéralisme, il ne suffit pas de dire, comme le premier ministre et le ministre des Finances l'ont fait si souvent, que l'accroissement du chômage n'est qu'un des effets secondaires dont il faut tenir compte en traitant le problème de la hausse des prix.

Et l'avenir du Québec? Au cours de sa campagne électorale, M. Bourassa a promis 100,000 nouveaux emplois d'ici la fin de 1971. Cependant, cette année, 3,000 nouveaux emplois seulement ont été créés dans la province de Québec, alors que, selon Dion Cohen, qui tient une rubrique hebdomadaire dans le *Star* de Toronto, 75,000 travailleurs supplémentaires viendront grossir chaque année le marché du travail québécois au cours de la prochaine décennie.

Pour ramener à 6 p. 100 le taux de chômage—niveau encore trop élevé et qu'on ne saurait admettre—il faudrait au Québec des investissements de l'ordre de 7 milliards de dollars par an au cours de la même décennie. A en juger par les résultats atteints jusqu'ici dans cette province, il s'agit là d'un objectif tout à fait inaccessible sans une aide fédérale massive. Or nous avons affaire à un gouvernement fédéral qui se pique de fédéralisme, qui se contente de dire qu'il n'est pas possible de faire quoi que ce soit à propos du Québec ou du chômage étant donné qu'il faut s'attaquer à la hausse des prix. La forte recrudescence du chômage s'est traduite par une montée en flèche des charges sociales dans les grandes villes de toutes les provinces canadiennes. Il est vrai que le gouvernement fédéral acquitte la moitié de ces frais, mais c'est une piètre consolation pour les contribuables qui se sentent pressurés au palier municipal. Toutes les villes et provinces du Canada qui avaient prévu à leurs budgets une hausse inaccoutumée des charges sociales pour cette année se sont vite rendu compte qu'en dépit de ces augmentations budgétaires, elles avaient encore trop peu prévu pour parer au coût du bien-être. D'autre part, le coût exorbitant des services de bien-être est en grande partie le résultat de l'accroissement du chômage.

On nous a dit que nous ne proposons aucune mesure concrète pour lutter contre le chômage. Comme je l'ai déjà dit, cela est faux, bien sûr. Voilà au moins deux ans que nous répétons que le Canada ne peut faire grand-chose pour freiner l'augmentation du coût de la vie quand tous les pays du monde occidental sont aux prises avec l'inflation. Le Canada achète plus des États-Unis et vend plus à ce même pays qu'aucun autre pays avec lequel nous traitons, et lorsque les États-Unis ne réussissent pas à faire échec à l'inflation, c'est pure folie de croire que nous pouvons y arriver. Nous avons prévenu le gouvernement que sa politique de restriction et de déflation ferait augmenter le chômage et rendrait la vie plus difficile aux petits salariés et à ceux qui dépendent